L'ÉCONOMISTE KEYNES, REVU ET CORRIGÉ PAR **PAUL JORION**

# «LE COMPTABLE EST L'ENNEMI DU GENRE HUMAIN»

*Paul Jorion revient. Avec un livre sur Keynes, un économiste souvent cité, mais peu lu. Cet ouvrage est l'occasion pour cet anthropologue belge, membre du groupe chargé de réfléchir à l'avenir de la place économique de Bruxelles, de dire le mal qu'il pense de la finance actuelle et de cet esprit comptable qui domine le monde.*

PROPOS RECUEILLIS PAR PIERRE-HENRI THOMAS / PHOTOS : RAPHAËL DEMARET

Paul Jorion est une planète à part dans la galaxie des économistes. Cet anthropologue de formation qui, au début 2007, publiait un livre prémonitoire sur *La crise du capitalisme américain*, est devenu le porte-parole d'une certaine «alter économie». Après avoir passé près de 20 ans comme trader aux Etats-Unis, il occupe aujourd'hui la chaire de *Stewardship of finance* à la VUB et fait partie du groupe d'experts chargé par le ministre des Finances Johan Van Overtveldt de plancher sur l'avenir de la place économique de Bruxelles.

Il publie un nouvel ouvrage sur John Maynard Keynes (*), le célèbre économiste britannique anti-conformiste, père de la macro-économie mais sur lequel, bizarrement, il existe peu de livres en français (les œuvres complètes du maître ne sont même pas complètement traduites !). En quoi Keynes est-il encore d'actualité ? Nous l'avons demandé à l'auteur, que nous avons rencontré chez son éditeur parisien, Odile Jacob.

**TRENDS-TENDANCES. Pourquoi ce livre sur Keynes ?**

**PAUL JORION.** Le personnage m'intéressait. J'ai vécu longtemps en Angleterre et j'ai bien connu le milieu dans lequel il a évolué. J'ai connu sa nièce, des gens liés à sa famille. Donc c'est un personnage que, je crois, je connais bien. Même si je n'ai pas une sympathie particulière pour lui. Il exprime parfois une certaine arrogance de classe dont il se servait pour bluffer ses interlocuteurs. Lorsqu'il rencontre des responsables du parti travailliste britannique, il a des expressions méprisantes.

**En quoi le personnage vous intéresse-t-il ?**

C'est un homme qui porte une tradition de savoir. Il est le fruit de cet enseignement scholastique, de cette université médiévale qui marque encore Oxford et Cambridge. Cela peut paraître très étranger aux personnes qui ne connaissent pas ce milieu. Les grandes universités américaines de l'Ivy League tentent de copier cet enseignement, mais elles n'y parviennent pas vraiment parce qu'elles ne sont pas baignées depuis des siècles dans cette culture particulière. Je voulais aussi faire le point de ce qui constitue mon approche spécifique de l'économie, une approche qui vient de l'anthropologie, et je voulais la raccrocher à quelque chose de familier aux économistes. Et Keynes m'a semblé un bon point d'articulation entre les deux mondes.

**Vous êtes keynésien ?**

Non. Je ne partage pas ses conceptions sur les taux d'intérêt, les prix, etc. Pour lui, le taux d'intérêt est défini uniquement par la «préférence pour la liquidité» : le taux, c'est le point où il est également tentant pour un éventuel prêteur de conserver son argent sous forme liquide ou de le prêter. Il évacue, à tort, tout ce qui relève du rapport de forces entre le prêteur et l'emprunteur.

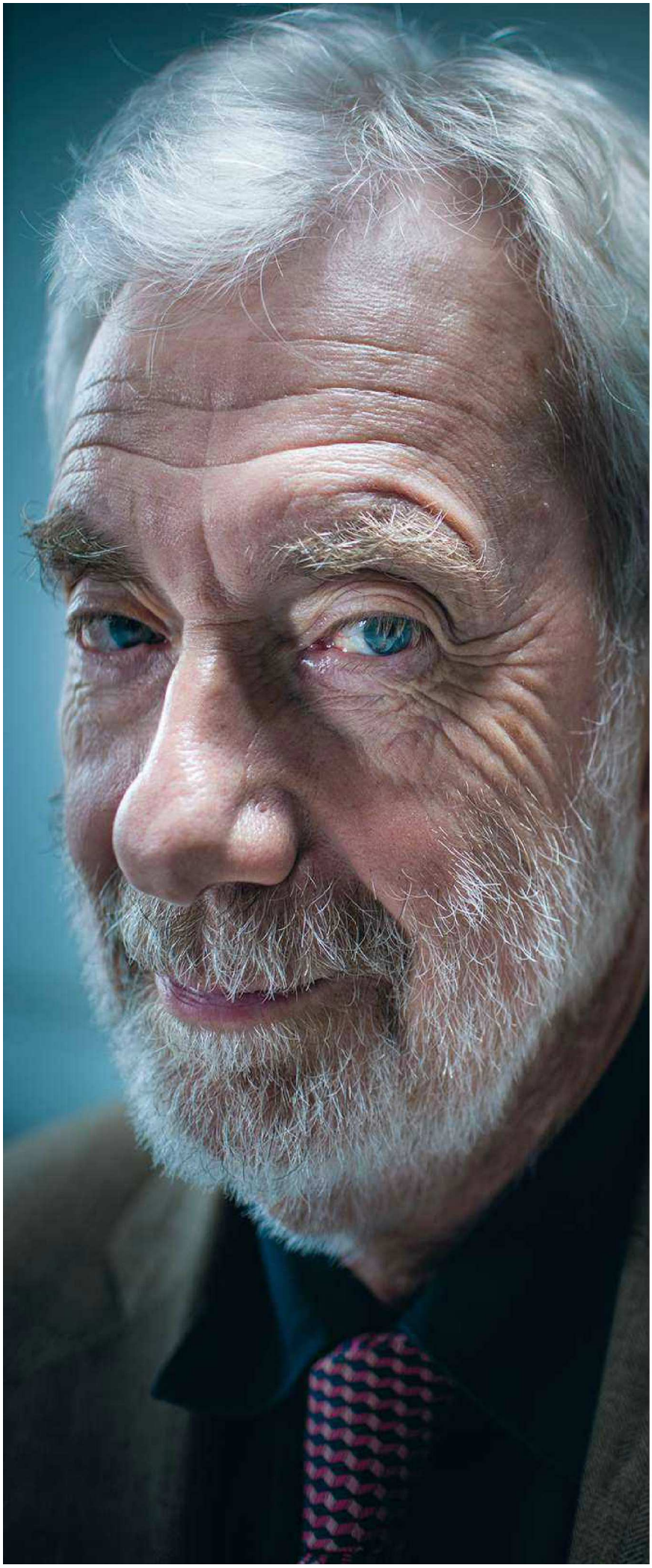
**Ce sont les comptables qui nous empêchent de faire ce qu'il faudrait faire parce que cela ne rapporte pas de l'argent.**

**Il n'empêche, Keynes a révolutionné beaucoup de domaines de l'économie. Il a expliqué le comportement mimétique des investisseurs, l'importance des prophéties auto-réalisatrices, le déséquilibre, l'incertitude inhérente aux marchés et à la vie économique. Il est à la base de la macroéconomie.**

Oui. Il produit quelque chose de *sui generis*. Il a pris, dans la tradition d'Oxford et Cambridge, les problèmes à la base, en faisant table rase. Il nourrit une volonté d'être original en économie. Il connaît bien le milieu de la banque et des affaires et du Trésor britannique, mais il n'a pas une grande culture économique. Il cite très peu d'auteurs. Pourtant, même quand on repart de zéro, il y a tout de même des éléments à reprendre des autres auteurs. Mais Keynes ne le fait pas. Par manque de temps, par arrogance... Quand il cite pour expliquer certains phénomènes de marché le fait que nous sommes habités par des «esprits animaux» qui nous incitent à agir plutôt qu'à ne rien faire, j'ai l'impression qu'il applique un bouche-trou parce qu'il n'a pas trouvé le temps de chercher une véritable explication.

**Vous dites : ni Keynes, ni Marx...**

En effet. Ni Keynes parce qu'il ne parle pas du rapport de force qui existe dans la détermination des prix et des taux d'intérêt.



J'ai le sentiment qu'il manque une dimension sociologique à son raisonnement. Il réfléchit souvent au départ d'une extrapolation, de son comportement personnel, mais il n'analyse pas la dynamique des groupes. Ni Marx, parce que si, lui, parle de ces choses, il les exclut quand il veut expliquer le salaire ou la détermination des prix. Cela pour une raison très politique: si Marx les avait inclus, il aurait dû reconnaître que les actions des syndicats, par exemple, pouvaient être efficaces et faire bouger les choses. Mais lui voulait construire une théorie aboutissant nécessairement à la révolution... Ni Marx, ni Keynes, mais plutôt Aristote, Bourdieu... Ils expliquent que tout est fonction de notre intérêt. Nous ne faisons rien pour rien. Tout est rapport de forces.

**Mais quand vous dites que Keynes est un point d'ancrage à votre propre vision, que voulez-vous dire?**

Keynes est par exemple le premier à avoir vraiment réfléchi sur le plein emploi. Il est aussi celui qui explique qu'une société doit rechercher le moins de dissension sociale possible. Il faut minimiser le ressentiment. Et cela signifie s'engager très concrètement dans une certaine voie: comme, par exemple, ne pas pratiquer une politique d'austérité parce que cela n'a pas de sens et que cela aboutit à produire des révolutions ou des dictatures. Cela va diamétralement à l'encontre d'économistes ultralibéraux comme Milton Friedman qui disait préférer un système libéral non démocratique à une démocratie qui ne soit pas libérale. C'est pour cela que Keynes m'apparaît être un bon point de départ pour s'approcher de l'anthropologie économique. On a là quelqu'un qui réinvente l'économie politique. Quand il parle du plein emploi, il dit que le plein emploi n'est pas la solution économique en soi, c'est une solution politique à un problème économique. Bien souvent Keynes ne parle d'ailleurs pas d'économie, il parle du «problème» économique.

**Et ce problème économique, comment le résumer?**

C'est la mauvaise distribution de la richesse. Mauvaise d'un point de vue social, mauvaise d'un point de vue économique.

**Keynes va parfois très loin. Il se demande pourquoi dépenser des allocations de chômage plutôt que de mettre tout le monde au travail afin de rénover les villes, améliorer l'environnement, rendre la vie plus belle. C'est de l'utopie pure?**

Non. Quand on me parle de l'allocation universelle parce qu'il n'y aura pas de tra- ➔

## «NOUS SOMMES FACE À UN MONDE FINANCIER SUICIDAIRE»

Que pense Paul Jorion de la crise actuelle? Il dit que dans les années 2009-2010 «pas mal de solutions ont été couchées sur le papier», mais qu'elles n'ont pu voir le jour face au «veto du milieu bancaire».

**Qu'aurait-on pu mettre en place?**

La limitation du risque de spéculation dans les banques: le rapport Liikanen (visant notamment à compartimenter strictement les capitaux alloués à la spéculation et à protéger les dépôts) en Europe était un excellent rapport, mais il a été ignoré. Notre compréhension de ce qui s'est passé en 2008 est bonne. Mais nous sommes face à un monde financier suicidaire, qui proclame que tout est en train de s'arranger alors qu'on le voit avec les turbulences en Chine, c'est loin d'être le cas.

**Quelle est votre vision sur ce qui se passe en Chine?**

L'engagement capitaliste de la Chine n'est pas définitif. Elle est toujours dirigée par un parti communiste. Pour elle, le marché est un outil pour sortir le pays de la pauvreté, mais les autorités ne s'engagent pas sur le plan théorique.

**Vous faites partie de ce comité d'experts pour définir l'avenir du secteur financier en Belgique. Quels projets sont discutés?**

Il y a un accord pour que nous ne parlions pas du contenu de nos discussions jusqu'à la mi-décembre.

**A titre personnel alors, que feriez-vous?**

Je réinstaurerais les lois qui interdisaient la spéculation financière, c'est-à-dire de prendre des paris sur la fluctuation des prix. Ces lois ont été abrogées en 1867 en Belgique, en 1885 en France. En réinstaurant cette interdiction, nous pourrions assainir les marchés en éliminant la quasi-totalité du risque systémique. En pratique, il existe deux manières de rendre le marché boursier non spéculatif. Un, c'est de taxer à 90% les gains en capital, et de ne pas taxer, ou très légèrement, les dividendes. L'autre manière est de pratiquer non plus des cours en continu, mais un *fixing*. Les cours de Bourse sont fixés une seule fois par jour. Je ne suis pas le seul à le dire. Dans un petit livre relativement récent, lord Adair Turner, qui présidait jusqu'à récemment la FSA (le gendarme financier britannique), dresse le même constat et arrive aux mêmes conclusions. C'est dans ces paris que se loge le risque systémique.

**Vous dites aussi qu'il faut se pencher sur la comptabilité.**

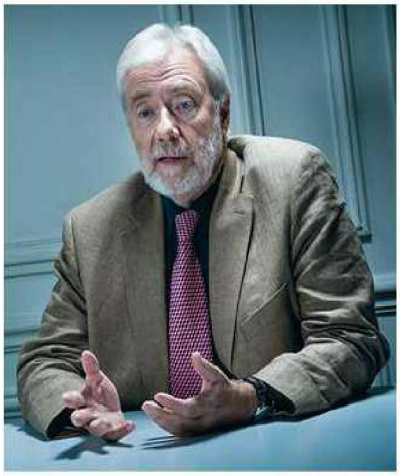
Avant il y avait certes des fluctuations de prix et des crises, mais dès la deuxième moitié du 19e siècle, on avait compris comment fonctionnait le système. La comptabilité avait fait d'énormes progrès. A partir des années 1980, elle s'est alignée sur le programme ultralibéral. Même des responsables de l'élaboration des normes comptables avouent aujourd'hui qu'il faudrait éliminer certaines règles d'apprentis sorciers.

**Lesquelles?**

Le *goodwill*, le capital immatériel, où l'on peut mettre vraiment n'importe quoi. Ou encore: pourquoi considérer les salaires comme un coût, alors que les bonus et dividendes sont considérés comme des participations aux bénéfices? C'est un choix politique. Cela n'a aucun fondement dans l'économie. Personne ne dit que le dividende, qui est une partie du bénéfice qui revient au capitaliste, doit primer sur les autres coûts. C'est une convention comptable. Pourtant, elle paraît évidente aujourd'hui. Lorsque survient un problème, on baisse «naturellement» les salaires et les dividendes augmentent...

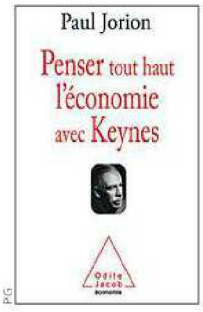
vail pour tout le monde, je dis non: nous consommons aujourd'hui en huit mois toutes les ressources renouvelables que la planète peut produire en un an. Nous consommons 1,6 planète par an. Si l'on veut retourner à une utilisation plus raisonnable, il y a un travail énorme à réaliser, qui occupera beaucoup de monde. Et nous disposons des ressources pour réaliser ce projet.

Mais pour cela, il faudrait sortir de la logique des prix Nobel d'économie récents, des Ronald Coase, des Gary Becker qui nous ont mis dans une perspective pure et simple de profits. Ainsi, pour Ronald Coase, «le prix de la parole donnée est le montant des dommages et intérêts qu'il faut payer si on ne respecte pas sa parole». Keynes aurait dit: «Non! Il y a quand même une époque où la parole donnée mettait également en jeu l'honneur d'une personne»! Pour Keynes, le véritable ennemi du genre humain, c'est le comptable. C'est l'utilitarisme, cet esprit calculateur qui vise à toujours maximiser l'utilité, le bien-être.



**Même des responsables de l'élaboration des normes comptables avouent aujourd'hui qu'il faudrait éliminer certaines règles d'apprentis sorciers.**

**Oui. Keynes dit: «Nous serions capables d'éteindre le soleil et les étoiles parce qu'ils ne versent pas de dividendes»!**

Ce sont les comptables en effet qui nous empêchent de faire ce qu'il faudrait faire parce que cela ne rapporte pas de l'argent. Keynes ne cesse de s'en étonner. En 1919, au ministère des Finances, quand il est le représentant du Trésor britannique aux discussions sur le traité de Versailles, il est frappé par cette volonté de résoudre les problèmes politiques issus de la guerre en ne les abordant que du seul point de vue commercial. Il tombe des nues. Cela a évidemment une résonance particulière aujourd'hui où l'Allemagne achète les aéroports grecs à des prix bradés...

*(*) Paul Jorion, «Penser tout haut l'économie avec Keynes», Odile Jacob, 23,90 euros, 320 pages.*